

Médecine Lundi 6 septembre 2010

## Santé: bientôt des indemnités à 7 chiffres?

Par Mathieu Signorell

### Une famille réclame 17 millions de francs aux HUG après une opération qui a mal tourné. Les médecins craignent une américanisation du système judiciaire

La justice suisse copiera-t-elle le système américain, où des millions de dollars sont obtenus en dommages-intérêts? La question se pose alors que deux affaires particulières sont mises en lumière dans lesquelles deux familles d'enfants devenus handicapés à la suite d'opérations médicales qui ont mal tourné réclament plusieurs millions de francs. Récemment, le tribunal fédéral a rendu son verdict dans une affaire opposant une famille fribourgeoise à l'hôpital cantonal: l'institution et le canton sont responsables de l'état d'une fillette, née handicapée en 1997 à la suite d'erreurs médicales répétées (LT du 19 août 2010). La famille et l'avocat demandent 13 millions de francs et des négociations devraient débiter prochainement.

Les Hôpitaux universitaires de Genève sont confrontés actuellement à un problème similaire: comme l'a appris Le Temps, une famille d'origine turque domiciliée dans le canton de Soleure leur réclame 17 millions de francs, car un de leurs enfants est devenu handicapé après une opération qui a mal tourné en 2002. «Il ne s'agit pas d'une erreur médicale, mais d'une omission d'informer de la part des médecins des HUG», précise d'emblée Bruno Ledrappier, avocat genevois des parents. L'affaire est supervisée par la même étude d'avocats, à Berne, qui s'est occupée du cas fribourgeois.

L'histoire de cette famille turque est dramatique. En 1993, leur premier enfant décède d'une affection hépatique congénitale. En 2002 naît leur quatrième enfant, atteint de la même maladie. Ils sont alors dirigés vers les HUG pour une transplantation hépatique, sans laquelle le garçon ne pourrait survivre. L'opération a lieu le 18 décembre et le nouveau foie fonctionne parfaitement. «Mais la perfusion s'est déplacée dans les tissus du cou du nourrisson, ajoute Bruno Ledrappier. Ce qui a entraîné un manque d'oxygène au cerveau durant une vingtaine de minutes.»

Aujourd'hui totalement handicapé, l'enfant devra vivre dans des institutions spécialisées durant toute sa vie. Comme dans d'autres cas de responsabilité civile (RC), le calcul du dommage demandé à l'auteur de la faute est extrêmement compliqué (lire ci-dessous). Dans ce cas, les 17 millions de francs regroupent notamment un tort moral de 200 000 fr., une perte de gain de 650 000 francs pour l'entier de la vie de cette enfant, ainsi que 15 millions de frais d'EMS.

Mis au courant du risque de décès de leur enfant sur la table d'opération, les parents n'auraient pas été prévenus de la possibilité de telles séquelles. «La question juridique est de savoir si les HUG ont engagé leur responsabilité en ne renseignant pas les parents sur ce point», ajoute l'homme de loi. Après quatre ans de procès, sans pour autant avoir traité le fond du problème, celui-ci reprendra enfin devant le tribunal de première instance dans quelques semaines à Genève. Mais la procédure pourrait encore durer des années.

#### ■ 65 demandes par an à Genève, 40 à Lausanne

Les HUG et leur avocat ne souhaitent pas s'exprimer sur cette affaire, car la procédure est en cours. «Dans les cas les plus lourds, l'information exhaustive est très difficile à donner, du fait du très grand nombre de complications possibles», souligne toutefois Séverine Hutin, porte-parole des HUG. Depuis 2005, ils ont enregistré une moyenne annuelle de 65 demandes de dédommagement de la part de patients. «Cela ne signifie pas bien sûr qu'il y ait erreur médicale dans chaque cas», précise la porte-parole, qui rappelle que les HUG sont le plus grand hôpital universitaire de Suisse.

A Lausanne, le CHUV enregistre chaque année une quarantaine de telles demandes. «Cela va du mal de tête au décès. Un accouchement qui se déroule mal est un des pires scénarios», souligne Alberto Crespo, chef du service juridique du CHUV. A ce jour, les dommages-intérêts payés par le CHUV n'ont jamais dépassé le million de francs.

Avoir une vision globale pour tout le pays est très difficile. Les cas de familles demandant des dédommagements suite au handicap d'un de leurs enfants restent toutefois peu nombreux. Et encore moins finissent devant les tribunaux. «Ce sont des dossiers dans lesquels il y a tant d'incertitudes dans le calcul du dommage qu'aucune partie n'a intérêt à aller jusqu'à une procédure judiciaire», souligne Mauro Poggia, avocat à Genève et habitué de la défense des patients.

«Le montant de l'indemnisation dépend de la gravité du handicap et de l'atteinte de la santé», estime Michael Wiesner, porte-parole de l'Association suisse d'assurances. En général, cela se situerait aux environs de 3 à 4 millions de francs, selon certaines sources; rarement davantage.

«Les sommes les plus élevées ont été définies au niveau transactionnel et non pas en justice», ajoute Mauro Poggia. Ça a par exemple été le cas lorsqu'il défendait les intérêts d'une mère de famille devenue entièrement paralysée après une erreur médicale aux HUG en 1996. «Après 12 ans de procédure, un arrangement a été trouvé pour un dommage total de 6,5 millions de francs.»

#### ■ Vers un système à l'américaine?

Treize millions dans un cas, 17 millions dans l'autre: ces sommes ne sont certes pour l'instant que demandées et rien n'indique si elles seront finalement effectivement payées par les assurances ou les hôpitaux mis en cause. Mais des montants si élevés interpellent et font davantage penser au système judiciaire américain. C'est ce qui inquiète Jacques de Haller, président de la FMH, la Fédération suisse des médecins: «Je ne voudrais pas voir des hordes d'avocats aux portes des hôpitaux. Des montants pareils risquent d'entraîner une spirale. Je ne conteste absolument pas le droit de ces familles à prétendre à des dédommagements. Mais il s'agit de garder les pieds sur terre.»

Pour Valérie Junod, professeure de droit aux universités de Genève et Lausanne, spécialisée en droit des médicaments, ce risque n'existe pas. «En Suisse, nous avons de très bonnes assurances privées et sociales. Aux Etats-Unis, quand quelqu'un perd son emploi après une erreur médicale ou un accident, il n'a souvent pas d'assurance maladie, pas d'assurance invalidité, pratiquement pas de pension vieillesse. Deuxièmement, certains cabinets d'avocats outre-Atlantique se sont spécialisés dans ce secteur et touchent des commissions, généralement de 30%, sur ce que récupérera le patient.» Enfin, le poids du jury populaire n'est pas anodin dans ce genre d'affaires selon elle: «Les jurés américains sont globalement pro-médecins. Mais quand la faute d'un médecin est avérée, ils ont tendance à attribuer des montants plus importants.»

D'autant plus que le droit anglo-saxon connaît une notion étrangère aux législations continentales: les punitive damages. «Versés à la victime, les punitive damages ont une fonction punitive, et non pas seulement réparatrice», explique Philippe Ducor, professeur de droit à l'Université de Genève, et avocat spécialisé dans le droit médical. «En Suisse et dans de nombreux pays, la punition découle de l'amende versée à l'Etat et des autres sanctions pénales. La responsabilité civile vise à réparer un dommage. Et pas un franc de plus!»